

## **NON à la Taxe Supplémentaire sur les Paris Hippiques : Sauvegardons la Filière Équine Française ! Sauvegardons l'élevage !**

La filière hippique française, filière agricole d'excellence, est menacée par une décision d'augmenter la fiscalité sur les paris hippiques dans le cadre du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025, et ce alors même que la filière contribue déjà de manière importante au budget. **Cette mesure serait dévastatrice pour toute la filière équine**, qui se distingue des autres jeux d'argent en finançant directement nos agriculteurs, éleveurs et jockeys, avec 600 millions d'euros redistribués chaque année.

Ce projet d'augmentation de la fiscalité impactant directement le financement de la filière agricole hippique, un temps écarté par le Gouvernement, a été réintroduit par un groupe de **députés écologistes, pourtant connus pour leur soutien au monde agricole**. Cette disposition, qui sera discutée en début de semaine prochaine, est un copié-collé du texte initialement prévu au sein du PLFSS par le gouvernement et par le cabinet du **Premier ministre, dont le soutien au monde agricole et à la ruralité est aussi une priorité**.

**Le projet initial du Gouvernement et cette initiative des députés écologistes sont totalement irresponsables** : une telle décision serait mortifère pour un très grand nombre d'acteurs du monde du cheval, financés directement et indirectement par le pari hippique.

Dans un contexte de baisse continue des mises et de réduction du nombre de joueurs, **une telle hausse fiscale entraînerait des pertes estimées à 80 millions d'euros**, affectant directement les éleveurs et les entraîneurs déjà en grande difficulté à hauteur de 13 % de leurs revenus. La filière est déjà fragilisée et cette perte pourrait conduire à des fermetures d'exploitations, menaçant des milliers d'emplois dans nos territoires ruraux.

Nous appelons le Gouvernement et l'Assemblée nationale à revenir sur ce projet qui, **s'il était appliqué, signerait la mort d'une filière agricole économique essentielle en France, exportatrice, et à l'excellence reconnue dans le monde entier**. Les Présidents de France Galop et de la Société du Trotteur Français ont adressé un courrier en ce sens au Premier ministre. Les paris hippiques **ne peuvent être traités comme un jeu d'argent classique** : c'est tout un écosystème agricole et rural qui est en jeu.

Vendredi 18 octobre 2024